

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Pontoise

Pontoise, le 02/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ELIS M.A.J. SERVICES**

14 rue Marcel Paul  
95870 Bezons

Références : ud95-2025-0507  
Code AIOT : 0006505483

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement ELIS M.A.J. SERVICES implanté 14 RUE MARCEL PAUL 95870 BEZONS. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente inspection vise à vérifier si les 2 non-conformités relevées lors de la dernière inspection du 30 août 2023 ont été réglées par l'exploitant. Elle vise également à vérifier l'application des dispositions ministérielles et préfectorales.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELIS M.A.J. SERVICES
- 14 RUE MARCEL PAUL 95870 BEZONS
- Code AIOT : 0006505483
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société M.A.J ELIS est une société exerçant dans le secteur de la blanchisserie industrielle. Son site de Bezons est dédié au secteur de la santé (linge plat et vêtements de travail principalement). Une activité de regroupement de DASRI (en faible volume) est également présente sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/05/2025, article 4	Demande d'action corrective	6 mois
8	risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.V.71.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 27/05/2025, article 2	/	Sans objet
2	Consommation d'eau du site	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Sécheresse (APC)	AP Complémentaire du 09/01/2013, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/05/2025, article 3	/	Sans objet
6	produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11	/	Sans objet
7	produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 12	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la précédente visite du 30 août 2023, deux non-conformités avaient été relevées. Celles-ci sont désormais soldées.

En revanche, l'Inspection propose, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de :

- réaliser la visite trentenaire de son système de sprinklage, conformément aux dispositions de

l'article 3.V.71.3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2025, article 2				
Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE				
Prescription contrôlée :				
Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2016 susvisé est remplacé par le tableau de classement des installations suivant :				
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature	Volume autorisé
2340-1	E	Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage de linge étant : 1. supérieure à 5 t/j	Blanchisserie	50 t/j
2910-A.2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv), si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière principale Gaz : 6 275 kW  Groupe électrogène Fioul : 1 616 kW  Séchoirs : 6x500 kW  Tunnel de finition : 480 kW	11,3 MW
2718-2	DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. 2. Autres cas (quantité inférieure à 1 tonne)	Installation de regroupement de DASRI	960 kg
4130-2-b	D	1. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t		4 t
Constats :				
La société ELIS exploite une blanchisserie industrielle spécialisée dans la location et l'entretien de linge à destination des commerces, restaurants, centres hospitaliers, EHPAD, etc. L'activité repose sur un processus complet : collecte du linge chez les clients, tri (vêtements, draps, etc.), lavage, séchage, contrôle qualité, préparation puis livraison. Chaque pièce est équipée d'une puce pour assurer le suivi.				
Le site de Bezons emploie environ 200 salariés. Ses installations bénéficient d'autorisations régulières, notamment l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2025 relatif à la mise à jour du tableau de classement ICPE				

du site.

- **Rubrique 2340** : l'exploitant précise que la capacité effective de lavage demeure inférieure à la limite autorisée de 50 tonnes/jour.
- **Rubrique 2910** : il informe l'Inspection disposer d'une chaudière principale, d'un groupe électrogène utilisé seulement quelques heures par an, ainsi que de 6 séchoirs et d'un tunnel de finition, en conformité avec l'article 2 de l'APC du 27 mai 2025.
- **Rubrique 2718** : concernant les DASRI, l'Inspection a demandé l'état des stocks présents sur site. L'exploitant n'a pas pu fournir cette information lors de la visite mais a indiqué que la quantité maximale journalière de DASRI présent sur son site était de 428 kg, en 2024. L'exploitant a communiqué, par mail en date du 29 août 2025, l'état des stocks de DASRI établi le même jour à partir de l'outil Trackdéchets. Ce relevé concerne les DASRI collectés chez leurs clients et en attente d'enlèvement par leur prestataire. La quantité de DASRI s'élève ainsi à 61,9 kg.
- **Rubrique 4130** : l'exploitant déclare disposer de 3,57 tonnes d'acide formique pour la neutralisation du linge en fin de cycle de lavage. Lors de la visite l'inspection a confirmé la présence d'une quantité inférieure à 4 tonnes d'acide formique sur le site.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

## N° 2 : Consommation d'eau du site

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.1.1

**Thème(s)** : Risques chroniques, Consommation d'eau du site

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 21/09/2023

**Non-conformité n° 1 : L'exploitant ne réalise pas un relevé journalier des prélèvements en eau du site, conformément à l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003.**

### Prescription contrôlée :

« ... » L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux lorsqu'il existe. Le relevé des volumes est effectué journalièrement.

### Constats :

L'Inspection a constaté, lors de la visite, que l'exploitant procède à un suivi journalier des consommations d'eau de son activité. Par sondage, l'Inspection a constaté qu'à la date du 28 août 2025, les relevés indiquaient :

- compteur eau de ville C1 : 11 442 m<sup>3</sup>,

- compteur eau adoucie C2 : 237 711 m<sup>3</sup>.

**La non-conformité n°1 de l'inspection du 30 août 2023 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Sécheresse (APC)

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/01/2013, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse (APC) - dépassement du seuil de vigilance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 30/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2023

**Non-conformité n° 2 : Contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 2013, l'exploitant n'a pas défini de programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.**

**Prescription contrôlée :**

Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales :

- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.

**Constats :**

Suite à la non-conformité n°2 de l'inspection du 30 août 2023, l'exploitant a transmis par courrier le 3 octobre 2023 une demande d'abrogation de l'arrêté préfectoral complémentaire n°11219 du 9 janvier 2013 relatif aux mesures de gestion de l'eau en période de sécheresse.

Le courrier préfectoral de réponse du 18 octobre 2023 indique alors : « Toutefois, la fréquence de la surveillance des rejets aqueux imposée dans les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 autorisant l'exploitation du site, étant supérieure à celle prescrite par l'arrêté du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'Inspection considère qu'il n'y a pas lieu de renforcer davantage la fréquence de l'autosurveillance des rejets aqueux lors des épisodes de sécheresse. »

**La non-conformité n°2 de l'inspection du 30 août 2023 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Valeurs limites d'émission des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/05/2025, article 3											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques											
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le tableau des valeurs limites de rejet des installations de combustion de l'article 3.II.3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 susvisé est mis à jour comme suit, en application de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé : <table><tr><th>Type de combustible</th><th>Oxydes d'azote (en mg/Nm<sup>3</sup>) (en équivalent NO<sub>2</sub>)</th><th>Monoxyde de carbone CO (en mg/Nm<sup>3</sup>)</th></tr><tr><td>Chaudière au gaz naturel</td><td>150</td><td>100</td></tr><tr><td>Groupe électrogène au fioul domestique</td><td>200 (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2030)</td><td>-</td></tr></table>			Type de combustible	Oxydes d'azote (en mg/Nm <sup>3</sup> ) (en équivalent NO <sub>2</sub> )	Monoxyde de carbone CO (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Chaudière au gaz naturel	150	100	Groupe électrogène au fioul domestique	200 (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2030)	-
Type de combustible	Oxydes d'azote (en mg/Nm <sup>3</sup> ) (en équivalent NO <sub>2</sub> )	Monoxyde de carbone CO (en mg/Nm <sup>3</sup> )									
Chaudière au gaz naturel	150	100									
Groupe électrogène au fioul domestique	200 (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2030)	-									
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques daté du 9 octobre 2024 et réalisé par la société APAVE. Les résultats pour la chaudière au gaz naturel sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Oxydes d'azote : 57 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>• Monoxyde de carbone CO : 35 mg/Nm<sup>3</sup></li></ul> Ces concentrations sont conformes aux valeurs limites en concentrations fixées dans l'article 3 de l'Arrêté Préfectoral du 27/05/2025. <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											

**N° 5 : rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/05/2025, article 4	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions de l'article 3.II.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes, ainsi rédigées : « En application des dispositions du I. de l'article 6.3 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant fait effectuer une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par la chaudière une fois tous les deux ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement.  En application des dispositions du III de l'article 6.3 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé, l'exploitant fait effectuer une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par le groupe électrogène une fois tous les cinq ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. »	
<b>Constats :</b>  L'exploitant a bien fait effectuer une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par la chaudière une fois tous les deux ans, par un organisme agréé	

par le ministre de l'Environnement (voir point n°4).

Cependant l'exploitant n'a pas fait effectuer une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par le groupe électrogène une fois tous les cinq ans, par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement.

**Non conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2025, les mesures du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère par le groupe électrogène n'ont pas été réalisées par l'exploitant.**

**Il est demandé à l'exploitant de réaliser ces mesures et de transmettre les résultats à l'Inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 6 : produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11

**Thème(s) :** Produits chimiques, registre PC

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'un inventaire des produits dangereux présents sur site est réalisé chaque lundi. Il précise disposer de deux cuves par produit chimique : lorsqu'une cuve est vide, elle est immédiatement remplie à partir de la seconde. Le réapprovisionnement du produit n'intervient qu'ultérieurement, ce qui permet de rester en conformité avec les quantités maximales autorisées.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis le plan général des stockages. Lors de la visite, l'Inspection a pu constater que la configuration des stockages, tant intérieurs qu'extérieurs, correspond bien à ce plan.

L'Inspection a également constaté que les produits chimiques sont entreposés de façon à garantir leur compatibilité de stockage.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 12

**Thème(s) :** Produits chimiques, FDS



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre la fiche de données de sécurité (FDS) relative à l'acide formique. L'exploitant en dispose bien : la FDS est rédigée en français et comporte les coordonnées du fournisseur dans la sous-rubrique 1.3.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que les récipients sont correctement étiquetés, portant de manière lisible le nom des produits et, le cas échéant, les symboles de danger, conformément à la réglementation sur l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. Elle a également relevé que ces récipients sont placés sur rétention.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : risques accidentels**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.V.7.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de secours contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont dotées de système de détection et de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'un système de détection incendie ;</li> <li>-d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, en nombre suffisants, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li> <li>- de 8 robinets d'incendie armés répartis dans le bâtiment (ces robinets sont installés en conformité aux normes NFS 61.201 et 62.201) ;</li> <li>-d'un dispositif de sprinklers à brouillard d'eau.</li> </ul> <p>Ces matériels sont vérifiés au moins une fois par an par un organisme agréé.</p>

## Constats :

Par courrier du 28 août 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection :

- le rapport de vérification des extincteurs et des RIA, réalisé le 15 mai 2025 par la société SCUTUM incendie. Des non-conformités apparaissent sur ce rapport concernant des RIA et extincteurs :

- RIA (n° série OT7ZU) : présente une fuite au niveau de la lance
- extincteur (n° série OT7ZL) : inaccessible
- extincteur (n° série OHJE4) : pas présent sur site
- extincteur (n° série OHJE8) : inaccessible
- RIA (n° série 069N9) : ne déroule plus
- extincteur (n° série 12WO5) : corrosion

**Non conformité n° 2 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.V.71.3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, les installations ne sont pas dotées de moyens de lutte contre l'incendie conformes aux normes en vigueur. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la prise en compte des anomalies constatées sur plusieurs extincteurs et RIA.**

- le rapport de vérification du système de désenfumage réalisé le 26 septembre 2024 par la société SCUTUM incendie. Le rapport indique que le dispositif de désenfumage rattaché au coffret NR7 n'est plus fonctionnel à cause d'une pièce cassée (plaque de voûte) et que l'exutoire est actuellement inutilisable, mais une réparation est déjà prévue (devis correspondant présenté par l'exploitant).

**Non conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.V.71.3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, les installations ne sont pas dotées de moyens de lutte contre l'incendie conformes aux normes en vigueur. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif attestant de la remise en fonctionnement du dispositif de désenfumage.**

- le rapport de vérification du système de détection incendie réalisé le 6 février 2025 par la société SCUTUM incendie et ne présente pas d'observations particulières.

-le rapport de vérification du sprinklage en date du 15 avril 2025 réalisé par la société UXELLO. Ce rapport met en évidence de nombreuses non-conformités, déjà signalées lors des contrôles de 2016 et 2021, qui n'ont pas encore été corrigées, bien qu'elles ne présentent pas de risque immédiat de mise en échec.

De plus le rapport indique qu'il avait déjà été indiqué suite à la visite du 27 juillet 2018 : « Prévoir la révision trentenaire sur le poste n°1 de 1993. Prévoir l'étude trentenaire de l'installation sprinkleur mise en service en 1993. Cette étude doit être réalisée 5 ans avant la date anniversaire (2023) pour aboutir à une installation conforme à la règle en vigueur. » Or, la révision trentenaire n'est toujours pas réalisée.

**Non conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.V.71.3 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, les installations ne sont pas dotées de système de détection et de moyens de lutte contre l'incendie conformes aux normes en vigueur. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un justificatif attestant de la remise en conformité du système de sprinklage.**

Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société ELIS de respecter, dans un délai de 4 mois, l'article 3.V.71.3 de l'arrêté préfectoral du 31/07/2003 en fournissant le justificatif du lancement de la révision trentenaire de l'installation du sprinklage.

Lors de l'inspection, un contrôle par sondage des extincteurs et RIA a été réalisé par l'inspection. Aucune anomalie n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois